

64. La délégation israélienne fera en temps utile un exposé complet sur tous les aspects du point à l'examen. Dans l'intervalle, la délégation israélienne tient à faire consigner qu'elle rejette absolument les allégations portées contre Israël par les représentants de ces pays. Il est regrettable que leurs gouvernements n'aient pas tiré la leçon du passé. C'est leur attitude, et celle d'autres gouvernements arabes, qui fut et demeure responsable du sang versé au Moyen-Orient. L'ignoble crime perpétré près de la place de Sion à Jérusalem par des agents de l'OLP peut servir d'exemple. Les services officiels de presse de l'OLP, installés bien sûr à Beyrouth, ont publié un communiqué dans lequel ils revendiquent la responsabilité de ce crime scandaleux, qu'ils ont osé qualifier d' "opération héroïque et audacieuse". Cette attaque meurtrière contre une population innocente a été menée le jour anniversaire de la venue de Yasser Arafat aux Nations Unies, pour célébrer ou commémorer semble-t-il cet événement honteux. Les porte-parole de l'OLP n'ont pas cessé de proclamer au cours de l'année précédente que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sanctionnent leur action meurtrière contre Israël; nul doute que les trois résolutions qu'elle a adoptées le 10 novembre 1975 [résolutions 3375 (XXX), 3376 (XXX) et 3379 (XXX)] constitueront pour eux un nouvel encouragement.

65. M. SAHAD (République arabe libyenne), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration prononcée par l'orateur précédent ne mérite même pas que l'on y réponde.

Il est amusant d'entendre un porte-parole du sionisme parler du respect de la Charte. C'est faire preuve là d'arrogance et d'impertinence, tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sachant très bien qui a violé la Charte et bafoué l'Organisation des Nations Unies. En 1974, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a présidé en personne une cérémonie au cours de laquelle le drapeau de l'Organisation des Nations Unies a été brûlé devant son ministère. Ceux qui parlent au nom du sionisme à l'Assemblée générale ont, pour leur part, déchiré en public les textes de résolutions de l'Assemblée générale.

66. Le porte-parole du sionisme sait très bien quelle est la position de la République arabe libyenne à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et tous les membres de la communauté internationale savent quels sont les principes que son pays défend. La République arabe libyenne n'éprouve aucune honte à soutenir les mouvements de libération qui, à travers le monde, il le sait, défendent une cause juste. La liberté est le don le plus précieux qui ait jamais été fait à l'humanité, et l'appui que son pays apporte à tous ceux qui luttent pour la liberté vient de sa foi en la victoire des forces du bien sur les forces du mal. Seuls les alliés des racistes, et ceux qui asservissent et colonisent d'autres peuples, condamnent cette position.

*La séance est levée à 17 h 45.*

## 978<sup>e</sup> séance

Lundi 17 novembre 1975, à 10 h 50.

*Président* : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.978

### POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

**Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (*suite*)**  
[A/10114, A/10115, A/10268] :

- a) Rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1);
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/10334);
- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/10271);
- d) Rapport du Secrétaire général (A/10253)

### DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. M. AHMED (Egypte) dit que le problème à l'étude, à savoir le sort de 1,5 million de Palestiniens que l'on a privés de leurs biens et de leurs droits fondamentaux et qui ont dû quitter leur pays pour vivre, dans des camps de réfugiés, est l'un des problèmes les plus déchirants et les plus pénibles de l'histoire de l'humanité. Les réfugiés souffrent encore plus du fait que cette situation dure depuis plus de 25 ans. La communauté internationale ne doit plus temporiser, mais s'attaquer au coeur du problème et trouver une solution

dans les plus brefs délais. La délégation égyptienne a constamment répété que, aussi longtemps que le problème ne serait pas résolu équitablement, c'est-à-dire aussi longtemps que les droits fondamentaux du peuple palestinien ne lui seraient pas restitués, non seulement la paix ne pourrait régner au Moyen-Orient, mais aussi la paix et la sécurité internationales seraient menacées.

2. Le problème devient de plus en plus complexe étant donné que l'UNWRA, en raison de ses difficultés financières, sera bientôt dans l'impossibilité de fournir des services essentiels, même à un niveau minimum. En outre, de nouvelles vagues de réfugiés arrivent actuellement dans les camps, ce qui donnera lieu à des besoins accrus en matière de services. Tous les documents sur la question indiquent que toute réduction des services de l'Office aurait des répercussions tant politiques qu'humanitaires. La corrélation entre le problème des réfugiés et la situation politique au Moyen-Orient est exposée aux paragraphes 4 et 30 du rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1).

3. Comme l'a constaté le Commissaire général au paragraphe 2 de son rapport, l'UNWRA compte 25 années de service, mais ce vingt-cinquième anniversaire n'est pas, à la différence d'autres anniversaires, matière à réjouissance.

Huit années se sont écoulées depuis l'arrivée dans les camps d'une nouvelle vague de réfugiés en provenance de Gaza, de la rive occidentale du Jourdain et des hauteurs du Golan à qui l'on a également refusé le droit de retourner dans leurs foyers. Ces réfugiés, comme leurs prédécesseurs, attendent toujours vainement qu'Israël se retire des territoires arabes. Ce dont il s'agit essentiellement c'est donc de parvenir à une solution politique juste et équitable. Ce principe a été reconnu par la communauté internationale dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale et de nouveau dans les résolutions 3375 (XXX) et 3376 (XXX) de celle-ci, par lesquelles la communauté internationale reconnaît au peuple palestinien le droit de retourner dans ses foyers et les droits à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

4. L'Égypte a toujours estimé que le droit et la moralité doivent prédominer et que les responsables de méfaits doivent en payer les conséquences. En particulier, les pays à qui l'on doit la décision à l'origine de cette situation ont au premier chef la responsabilité de veiller à ce qu'il y soit remédié. Et pourtant, tous les ans, l'ONU adopte des résolutions qu'elle n'arrive pas à faire respecter.

5. La délégation égyptienne apprécie pleinement le dévouement avec lequel le Commissaire général et ses collaborateurs, en dépit de la crise financière de l'Office et du climat politique actuel, s'emploient à fournir le minimum indispensable à un peuple qui a été privé de ses droits et qui a vu son territoire passer sous occupation militaire.

6. Il faudrait porter une attention particulière au rôle constructif joué par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a beaucoup aidé l'Office dans sa tâche. Les paragraphes 4 et 5 du rapport du Commissaire général indiquent l'existence de liens étroits entre l'Office et l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien, à qui l'Assemblée générale a accordé le statut d'observateur et qui oeuvre pour la paix au Moyen-Orient. Il est par conséquent logique que toute question concernant les réfugiés soit examinée en collaboration avec l'OLP.

7. Il est regrettable que l'ONU laisse les finances de l'Office se trouver dans un état de crise permanente. Il y a une certaine ironie dans le fait que l'Office doive faire face à un déficit de 7 millions de dollars quand on donne à certains pays des avions à réaction Phantom. M. Ahmed invite les Etats Membres à comparer les sommes qu'ils ont données à Israël au cours des 25 dernières années et celles qu'ils ont versées à l'UNWRA pour que 1,6 million de réfugiés palestiniens puissent survivre. Le Commissaire général et ses collaborateurs doivent être en mesure de former des plans sur la base d'un budget stable, ce que le système de financement actuel ne permettra jamais. Les contributions volontaires constituent une aide inestimable, mais on ne peut toutefois s'attendre à ce qu'elles couvrent l'ensemble des dépenses de l'Office, qu'il faudrait imputer sur le budget ordinaire de l'ONU. Il n'est pas logique que quelques Etats Membres de l'ONU financent la majeure partie des activités de l'Office, alors que d'autres — ou les mêmes — fournissent à Israël le matériel militaire qui lui permet de lancer des attaques brutales contre des femmes et des enfants innocents, causant ainsi des destructions importantes dans les camps et privant les enfants de l'enseignement fondamental auquel ils ont droit, comme il est dit aux

paragraphes 24, 123 et 124 du rapport du Commissaire général. Au paragraphe 27 de ce rapport, il est dit aussi que la situation financière de l'Office est compliquée en outre par des dévaluations de la livre israélienne et par la hausse des prix due à l'inflation.

8. L'ONU doit prendre des mesures sérieuses pour mettre fin aux attaques d'Israël contre les camps de réfugiés et veiller à ce qu'Israël verse des réparations en dédommagement des dégâts causés. Il faut se souvenir que les pays arabes dans lesquels les camps de réfugiés sont situés versent, en espèces et en nature, des contributions importantes pour leur entretien, soit directement aux réfugiés, soit à l'Office. Ces contributions s'ajoutent aux contributions volontaires et supplémentaires versées par d'autres pays arabes. Les pays arabes supportent donc une part importante de la charge causée par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les réfugiés de retourner dans leurs foyers.

9. Malgré les appels répétés lancés à Israël dans les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, qui lui ont demandé de permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées après les hostilités de 1967 de rentrer dans leurs foyers, Israël continue à ne tenir aucun compte de ces résolutions, bien que, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, le représentant d'Israël ait fait savoir à la Commission, le 9 novembre 1973 (881<sup>e</sup> séance), que son gouvernement a permis le retour de plus de 50 000 réfugiés et personnes déplacées. Le Gouvernement israélien a essayé de donner à ce mensonge un tour officiel en chargeant son représentant de préciser, dans la réponse à la note verbale du Secrétaire général en date du 29 janvier 1975, réponse dont le texte est reproduit au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général (A/10253), que le nombre total de personnes déplacées qui sont rentrées dans leurs foyers depuis 1967 s'élève à présent à 55 000. Pourtant, il est indiqué au deuxième alinéa de ce paragraphe, que la situation qui règne actuellement ne se prête pas à un retour massif des dites personnes. Et, au paragraphe 4 du même document, le Secrétaire général déclare que le Commissaire général lui a fait savoir que, d'après les renseignements dont on dispose, le chiffre estimatif de 8 000 réfugiés déplacés étant revenus dans les territoires occupés depuis juin 1967, donné dans le rapport du Commissaire général pour 1974<sup>1</sup>, n'a augmenté que de quelques centaines de personnes. Les efforts d'Israël pour obtenir la sympathie des Etats Membres et de particuliers bien intentionnés en faisant des déclarations du genre de celles que M. Ahmed vient de rappeler, seront vains si Israël continue à détruire les abris, ainsi qu'il est rapporté aux paragraphes 28, 69 et 175 du rapport du Commissaire général pour l'année en cours (A/10013 et Corr.1) et dans le rapport du Secrétaire général (A/10253). En dépit des protestations de l'UNRWA, Israël continue ses démolitions sans payer aucun dédommagement jusqu'à présent.

10. En ce qui concerne les réfugiés, Israël a une position qui lui est propre, qui est en contradiction avec l'esprit de la Charte et fait obstacle à tous les efforts déployés pour venir en aide aux intéressés. Ce n'est pas en inventant de nouveaux concepts politiques qu'on améliorera leur sort. La

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 13* et rectificatif, par. 9.

seule solution est de leur permettre de rentrer dans leurs foyers, appliquant ainsi pleinement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

11. Tout retard dans la recherche d'une solution juste et pacifique au Moyen-Orient – solution qui suppose nécessairement le retour du peuple palestinien, sa reconnaissance par la communauté internationale et le retrait complet d'Israël des territoires arabes occupés – ne fera qu'ajouter à la tragédie humaine et créer une situation explosive, dangereuse à la fois pour la région et pour l'humanité en général. M. Ahmed a la certitude que tous ceux qui apprécient l'histoire de la civilisation égyptienne s'associeront à son pays pour espérer que les principes de la justice et les valeurs humaines l'emporteront. Sinon, les générations futures en tiendront la communauté internationale pour responsable.

12. M. BÁNYÁSZ (Hongrie) déclare qu'il faut garder présents à l'esprit, durant l'examen du point de l'ordre du jour par la Commission, deux éléments essentiels qui se sont dégagés de la discussion de l'Assemblée générale sur la question de Palestine. Le premier est le principe de base, toujours défendu par les pays socialistes, selon lequel cette question est d'abord un problème politique. En outre, l'OLP doit avoir le dernier mot pour toute question relative à la situation des Arabes palestiniens.

13. Le deuxième élément est que la grande majorité des Etats Membres et de l'opinion publique mondiale est profondément mécontente de la lenteur des progrès réalisés dans la recherche d'une solution à la question du Moyen-Orient et à son problème clef, la question de la Palestine. Les obstacles contre lesquels on bute fréquemment favorisent l'accroissement des tensions dans la région et donnent naissance, chez les Etats Membres, à une inquiétude justifiée, que l'on ne peut cavalièrement dissiper par du verbiage ou des menaces.

14. Cependant, jusqu'à ce que l'on arrive à un accord politique définitif et sans doute pendant quelque temps après, il faudra mener une action humanitaire afin de ne pas décevoir les espoirs placés dans l'Organisation des Nations Unies. Pour différentes raisons, l'oeuvre de l'UNRWA, qui est un élément essentiel des efforts déployés pour parvenir à l'établissement de relations justes et pacifiques au Moyen-Orient, a été accomplie l'année dernière dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'auparavant. Le problème du financement des programmes de l'UNRWA trouverait une solution immédiate si ceux qui sont responsables de la situation des réfugiés en assumaient la responsabilité matérielle. C'est une obligation à la fois juridique et morale. Aucun pays ne peut s'en remettre uniquement, pour sa sécurité, à un appareil militaire démesuré ou à l'aide constante d'une lointaine grande puissance; ils doivent tous se ménager la bienveillance et le respect de leurs voisins.

15. La Hongrie, de concert avec les pays arabes amis et l'OLP, fournit depuis longtemps une aide humanitaire directe aux victimes d'agression et elle continuera à le faire. Le moment est venu pour tous les pays de rechercher une solution finale au problème des réfugiés de Palestine qui soit conforme aux résolutions de la présente session et de donner aux habitants des camps de réfugiés qui souffrent

depuis si longtemps non seulement du pain, mais aussi l'espoir d'un avenir sûr et pacifique.

16. M. SIBAH (République arabe syrienne) félicite le Commissaire général, ses collaborateurs et le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA pour les efforts qu'ils déploient et remercie les Etats, les organisations et les particuliers qui ont participé aux frais de l'Office.

17. Il ressort des rapports présentés par les commissaires généraux qui se sont succédés depuis la création de l'Office que la question palestinienne a été examinée sous l'angle des abris, des vêtements, de l'alimentation et de l'éducation, plutôt que comme un problème politique provoqué par l'invasion colonialiste, impérialiste et expansionniste des territoires arabes par les racistes et les sionistes. La Commission est chargée d'examiner une situation dont l'entité sioniste raciste, ses alliés et ses défenseurs, en particulier les Etats-Unis d'Amérique et certains Etats occidentaux, sont entièrement responsables. Si les divers commissaires généraux s'étaient attachés au fond du problème, il aurait été possible de mettre fin aux souffrances, à la misère et aux privations de 3 millions de Palestiniens. La délégation de la République arabe syrienne estime que le problème ne sera jamais entièrement résolu s'il n'est pas envisagé sous tous ses aspects politiques et internationaux et si l'Organisation des Nations Unies n'emploie pas tous les moyens pour assurer l'application de ses propres résolutions et faire en sorte qu'Israël se retire immédiatement et totalement des territoires arabes occupés et que le peuple palestinien reprenne possession de sa patrie.

18. Le déficit financier mentionné dans le rapport du Commissaire général ne s'explique que par des raisons techniques. Pourquoi Israël, les Etats-Unis et les Etats occidentaux qui ont appuyé la création de l'Etat d'Israël n'ont-ils pas remédié au déficit de l'Office ? La prétendue contribution versée par Israël à l'Office dépasse à peine 10,5 millions de dollars, soit environ 21 p. 100 du coût total. Les contributions volontaires qui sont prévues n'offrent qu'une solution incomplète et temporaire car leurs montants peuvent varier et elles ne suffisent pas en fait à répondre à tous les besoins. Le budget de l'Office doit être intégré au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou être considéré comme un budget spécial. Par ailleurs, les traitements des fonctionnaires locaux pourraient être versés par l'Organisation des Nations Unies, comme ceux des fonctionnaires internationaux. Si l'ONU adoptait l'une quelconque des solutions proposées dans le rapport du Commissaire général, les difficultés financières de l'Office pourraient être aisément réglées.

19. Il convient de mentionner que toute mesure visant à réduire la portée des services aggraverait les tensions qui existent au Moyen-Orient, comme le Groupe de travail l'affirme au paragraphe 7 de son rapport spécial (A/10268). La contribution d'Israël aux dépenses de l'Office est trop faible, en particulier lorsqu'on la compare à la valeur des terres arabes usurpées par Israël.

20. La communauté mondiale a été consternée devant l'agression odieuse d'Israël sur les hauteurs de Golan et les actes de destruction commis par Israël avant son retrait de

Kouneitra en 1974. Les paragraphes 6, 7 et 8 du rapport du Secrétaire général (A/10253) indiquent clairement qu'Israël poursuit sa campagne de destruction des camps de réfugiés dans la bande de Gaza et au Liban. La Commission doit examiner ces faits en les replaçant dans leur vraie perspective en tant que preuve des intentions criminelles et agressives d'Israël en ce qui concerne les hauteurs de Golan et les camps de réfugiés dans d'autres pays. La demande d'indemnisation de l'Office pour la destruction de ses biens par Israël s'est heurtée à une fin de non-recevoir.

21. L'Organisation des Nations Unies devrait envisager sérieusement d'appliquer sur le plan international des sanctions économiques, culturelles et politiques contre le groupe sioniste raciste et d'établir un calendrier spécial pour l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant la solution du problème palestinien et du conflit du Moyen-Orient, au cas où Israël continuerait à ne tenir aucun compte des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et à braver la volonté de la communauté internationale.

22. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis) se félicite de la présence à la Commission des représentants de l'OLP.

23. L'étude de la question palestinienne à l'Assemblée générale a incité la communauté internationale à concentrer son attention sur le problème. Les résolutions adoptées par l'Assemblée ont donné la preuve que les Etats Membres étaient désireux de respecter les dispositions de la Charte, elles ont réaffirmé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'existence politique et ont mis en évidence le caractère raciste et agressif de la présence sioniste en Palestine.

24. Dans son rapport (A/10013 et Corr.1), le Commissaire général a dressé un tableau tragique des conditions de vie du peuple palestinien et a montré qu'Israël, non content d'avoir expulsé les Palestiniens de leur patrie, lance des attaques aériennes et navales contre les camps de réfugiés palestiniens et pratique toutes les formes d'oppression à leur égard.

25. Le rapport du Commissaire général indique qu'en 1976 le déficit de l'Office passera à quelque 55 millions de dollars et que, même si le déficit de 1975 est totalement résorbé, l'Office connaîtra de graves difficultés financières au début de 1976.

26. La délégation des Emirats arabes unis rejette la proposition visant à restreindre les services de l'Office. Les secours fournis régulièrement par l'Office sont déjà un minimum. Toute réduction non seulement infligerait des souffrances accrues aux réfugiés, mais provoquerait également une détérioration de la situation politique dans la région. A cet égard, le représentant des Emirats arabes unis appelle l'attention de la Commission sur le paragraphe 30 du rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office (A/10334). Le maintien des programmes de secours est une obligation en vertu du mandat confié à l'Office par l'Assemblée générale. La seule façon de mettre fin à ce mandat est de rapatrier les réfugiés ou de les indemniser entièrement s'ils décident de résider ailleurs, comme il est prévu dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Comme l'indique le rapport du Commissaire

général, en plus de 25 ans, aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en oeuvre de cette résolution.

27. A l'heure actuelle, l'Office se trouve dans une situation financière grave, qui menace sa propre existence et résulte de l'inflation régionale et internationale. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, plusieurs Etats, y compris les Emirats arabes unis, ont annoncé des contributions supplémentaires qui ont permis de ramener le déficit à un chiffre légèrement inférieur à 8 millions de dollars. En versant sa modeste contribution à l'Office, le Gouvernement des Emirats arabes unis a stipulé que cette somme devait être consacrée à l'enseignement. Il n'a pas été prévu que cette contribution aide à combler le déficit de l'Office, car ce dernier relève de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies et non pas de celle des seuls pays arabes.

28. Pour résoudre définitivement la question, il faudrait considérer le budget de l'Office comme faisant partie du budget ordinaire de l'ONU, plutôt que d'avoir recours aux contributions volontaires. L'Organisation des Nations Unies devrait prendre en charge la totalité des traitements des fonctionnaires recrutés localement, comme elle le fait pour les fonctionnaires internationaux. De plus, les services de secours devraient être suffisamment importants pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés.

29. Les responsables de la situation sont le régime sioniste raciste d'Israël et les Etats qui lui fournissent un appui militaire, politique et économique. Les réfugiés palestiniens doivent être secourus tant qu'Israël continue à ne faire aucun cas des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et jusqu'à ce que la communauté internationale force Israël à abandonner son attitude intransigeante.

30. M. PETNIČKI (Yougoslavie) félicite le Commissaire général et ses collaborateurs des efforts qu'ils déploient pour assurer les services essentiels, en particulier les secours, la protection sanitaire et les services d'enseignement à plus de 1,5 million de Palestiniens qui ont été expulsés de leur pays et réduits à la condition de réfugiés. L'Office doit être en mesure de poursuivre ses activités humanitaires si utiles tant que le besoin s'en fera sentir. Il faut espérer que, grâce aux contributions volontaires supplémentaires apportées par les Etats Membres, il pourra surmonter ses graves difficultés financières. Alors que la question fondamentale du respect des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine n'a pas été résolue, toute réduction des activités de l'Office et, à plus forte raison, la cessation de ses travaux, infligeraient de dures épreuves au peuple palestinien et iraient à l'encontre des efforts déployés pour résoudre la crise du Moyen-Orient.

31. Comme par le passé, la Yougoslavie continuera à appuyer l'Office et annoncera sa contribution à la prochaine séance de la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNWRA. Toutefois, elle a toujours estimé que la question des réfugiés palestiniens était essentiellement un problème politique, qui devait être résolu comme tel. Elle est fermement convaincue que toute solution durable du problème du Moyen-Orient ne sera possible que si Israël se retire entièrement de tous les territoires qu'il occupe depuis juin 1967 et s'il reconnaît les droits nationaux légitimes du

peuple arabe de Palestine, y compris le droit de celui-ci à créer son propre Etat.

32. M. ABDULLA (Oman) rappelle que 25 ans se sont écoulés depuis l'entrée en fonction de l'Office. Personne n'avait pensé qu'il existerait aussi longtemps, et l'on est amené à se demander pendant combien de temps encore il devra continuer d'exercer ses activités. A une époque de changements politiques fondamentaux, alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance, il est absolument inacceptable qu'aucune solution du drame palestinien ne soit en vue. L'assistance matérielle fournie pour alléger les souffrances du peuple palestinien est certes louable, mais l'on doit aussi analyser les causes des événements tragiques qui ont chassé tout un peuple de son pays. Les responsables de la situation des réfugiés sont les juifs européens, qui sont venus en Palestine et se sont vengés sur le peuple palestinien au lieu de s'en prendre aux nazis, qui les avaient opprimés. Le peuple omanais sait ce que c'est que d'être obligé de vivre en exil; avant la révolution de 1970, plus d'un million d'Omanais vivaient en Afrique. Il comprend bien l'amertume et la douleur du peuple palestinien.

33. L'Oman croit que la tragédie de la Palestine est avant tout d'ordre politique; les pays qui ont contribué à la création d'Israël et qui ont reconnu cet Etat doivent réparer leur erreur historique.

34. M. GREGORIADES (Grèce) dit que la question à l'étude préoccupe le peuple et le Gouvernement grecs pour deux raisons. Premièrement, les Palestiniens appartiennent à la grande nation arabe, avec laquelle la Grèce a des liens d'amitié particulièrement étroits et dont elle encourage les progrès vers l'indépendance et l'acquisition d'une place plus importante sur la scène internationale. Deuxièmement, la question concerne des réfugiés, et toute situation comportant le déracinement forcé d'un peuple bénéficie automatiquement de la sympathie et de l'intérêt sincères de la Grèce. C'est pourquoi celle-ci participe à la recherche d'un règlement fondé sur la justice et la dignité.

35. Il est à la fois regrettable et inquiétant que l'Assemblée générale étudie la question des réfugiés palestiniens depuis 26 ans. Elle ne devrait pas examiner la question des opérations de l'UNRWA, parce que les Palestiniens auraient dû être de retour chez eux depuis longtemps. Bien qu'il soit essentiel de continuer à leur apporter une aide, il ne s'agit pas à proprement parler d'un problème d'assistance humanitaire, mais d'un problème politique ayant trait au retour des réfugiés dans leurs foyers.

36. Comme s'il ne suffisait pas que les Palestiniens aient pu, à notre époque, devenir des réfugiés, on leur reproche de ne pas s'être "intégrés" après tant d'années, comme si le temps, au lieu d'aggraver la situation, ce qui est effectivement le cas, justifiait après coup l'action de ceux qui ont expulsé et dispersé les Palestiniens par la force.

37. Au lieu des projets de résolution dont la Commission a l'habitude, la délégation grecque aurait aimé voir un projet de résolution prenant acte du retour des Palestiniens dans leurs foyers et de la cessation des opérations de l'Office.

38. La délégation grecque tient à remercier sincèrement le Haut Commissaire et ses collaborateurs de la façon dont ils

s'acquittent de leur tâche. Malgré les moyens limités dont elle dispose du fait de la très lourde charge financière que lui impose une autre tragédie de même nature, celle des 200 000 Chypriotes qui se sont réfugiés dans le sud de leur pays, la Grèce partage l'avis des pays qui reconnaissent que l'ensemble de la communauté internationale doit se préoccuper des réfugiés qui ont été victimes d'une invasion militaire, quelle que soit leur nationalité. C'est dans cet esprit que, répondant à l'appel de l'UNRWA demandant des contributions supplémentaires, la Grèce mettra à la disposition de l'Office, avant la fin de l'année, des dons alimentaires supplémentaires qui s'ajouteront à sa contribution financière.

39. M. AL-ATIYYAH (Irak) dit qu'année après année la Commission s'est réunie pour examiner les activités de l'UNRWA et le rapport du Commissaire général exposant les difficultés qui assaillent constamment l'Office.

40. La création de l'UNRWA a été la conséquence directe du partage de la Palestine et de la création de l'Etat sioniste par une résolution adoptée par l'Assemblée générale [181 (II)]. Au moment de cette décision, l'Organisation était sous l'emprise des puissances occidentales, qui ne représentent qu'une faible minorité des peuples du globe. Au lieu de rectifier l'erreur faite, les Nations Unies ont alors créé l'UNRWA sur l'ordre des pays occidentaux et des Etats-Unis, qui n'avaient peut-être pas bonne conscience. Cela équivalait à abattre un homme et à lui administrer ensuite les premiers secours. Les impérialistes occidentaux, les Etats-Unis en tête, ont commis une autre erreur en postulant que les réfugiés finiraient par se fixer et s'intégrer dans les pays d'accueil. M. Al-Atiyyah souligne que le peuple palestinien ne diffère pas des autres peuples arabes, qui ont accédé à l'indépendance; les Palestiniens sont résolus à poursuivre la lutte pour sauvegarder leur existence nationale et obtenir les droits légitimes qui leur ont été reconnus dans de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, y compris la résolution 3236 (XXIX), qui écarte définitivement l'idée que la question de la Palestine n'est qu'un problème de réfugiés. A sa trentième session, l'Assemblée générale a déjà adopté une résolution condamnant le sionisme considéré comme une forme de discrimination raciale [résolution 3379 (XXX)], ce qui n'a fait que confirmer encore davantage la légitimité des droits du peuple palestinien.

41. Récemment, les impérialistes ont commencé à affirmer qu'il appartiendrait aux Arabes d'assumer la charge financière des opérations de l'UNRWA. Les Etats arabes ont en fait porté une grande part de cette charge, bien qu'ils n'aient aucune responsabilité dans l'expulsion du peuple palestinien de sa patrie. L'assistance humanitaire que fournissent déjà les Etats arabes ne devrait pas servir de prétexte à ceux qui veulent se dérober à leurs responsabilités envers les réfugiés palestiniens. La délégation irakienne persiste à croire que les pays occidentaux doivent assumer la majeure partie des dépenses liées aux activités de l'Office. Toute tentative de restreindre les activités de celui-ci ne pourrait qu'aggraver la situation en Palestine. Néanmoins, la solution définitive du problème palestinien dépend en dernière analyse de la capacité de l'Organisation des Nations Unies de faire appliquer ses résolutions défendant les droits nationaux du peuple palestinien, et notamment son droit à l'autodétermination.

42. M. DORON (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant de l'Égypte et d'autres représentants ont insisté sur ce qu'ils appellent le droit des réfugiés de retourner dans leur pays. Il est intéressant de constater, néanmoins, qu'ils ont gardé le silence quant aux conséquences pour Israël d'un tel retour. Les déclarations faites par divers orateurs arabes au cours des années sont très caractéristiques à cet égard. Par exemple, le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte avait déclaré, en octobre 1949, qu'en demandant la restitution de la Palestine aux réfugiés les Arabes entendaient que les Palestiniens devaient revenir dans leur patrie en maîtres, non en esclaves, et que l'intention des réfugiés était d'annihiler l'État d'Israël. Une résolution adoptée par une conférence de réfugiés tenue en Syrie en juillet 1957 portait que toute discussion tendant à trouver une solution au problème palestinien sans reconnaître aux réfugiés le droit d'anéantir Israël devrait être considérée comme une profanation à l'égard du peuple arabe et un acte de trahison. Le président Nasser d'Égypte, aujourd'hui décédé, avait déclaré dans une interview publiée dans la presse, en septembre 1961, que, si les Arabes retournaient en Israël, Israël cesserait d'exister. En avril 1966, le Premier Ministre du Liban à cette époque avait déclaré, devant le Parlement, que l'accomplissement de l'espoir arabe du retour des réfugiés en Palestine signifierait la liquidation d'Israël. On voit donc clairement quelles sont les intentions que les voisins arabes d'Israël nourrissent à son égard lorsqu'ils réclament à grands cris le retour des réfugiés. Des déclarations de ce genre ont été faites maintes et maintes fois par des dirigeants arabes, et continuent d'être faites aujourd'hui. Il est donc évident que la solution globale du problème des réfugiés est subordonnée au règlement pacifique de la question du Moyen-Orient. Personne n'ignore les efforts déployés par Israël en ce sens; étant donné les circonstances, Israël a fait tout ce qui était en son pouvoir ou que l'on était fondé à attendre de lui.

43. Le représentant de l'Égypte a contesté l'exactitude des chiffres fournis par les autorités israéliennes au sujet du nombre de personnes déplacées ayant regagné leurs foyers. Le désaccord entre les chiffres israéliens, 55 000 personnes, et les chiffres contenus dans les rapports du Commissaire général et du Secrétaire général est dû au fait que ces derniers fondent leurs renseignements essentiellement sur le nombre de demandes que l'Office reçoit de réfugiés rentrant dans leurs foyers et souhaitant que les rations soient transférées dans les régions où ils se sont installés. Comme on peut lire au paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général (A/10253), l'Office ne peut pas connaître le nombre de réfugiés qui ont regagné leurs foyers sans avoir présenté une telle demande.

44. Le représentant de l'Égypte a aussi déclaré que le travail de l'UNRWA a été facilité par l'OLP. Voilà une remarque étrange, même cynique, puisque l'OLP utilise les camps de réfugiés comme bases d'entraînement, dépôts de munitions et endroits tout indiqués pour préparer leurs actes d'agression. C'est précisément en raison de cette situation qu'Israël a lancé un certain nombre d'actions défensives contre les camps. Si l'OLP consentait à quitter les camps et à ne plus se cacher derrière les jupes des femmes réfugiées, Israël n'aurait plus aucune raison de lancer de telles actions contre les réfugiés des camps. Le vrai

caractère de l'OLP se trahit dans le fait que la "Voix de la Palestine" a ouvertement admis, dans une émission radio-diffusée depuis le Liban, que la dernière attaque terroriste contre Jérusalem, au cours de laquelle six adolescents ont trouvé la mort, avait été l'oeuvre d'un groupe appartenant à l'OLP.

45. A propos de la déclaration faite par le représentant de la République arabe syrienne, M. Doron dit que l'attitude de ce pays face au problème du Moyen-Orient doit être envisagée compte tenu de sa position concernant le territoire sous mandat de la Palestine. D'après la République arabe syrienne, ce territoire lui appartient tout entier et le Président Assad a déclaré à une date aussi récente que le 8 mars 1974, à l'occasion du onzième anniversaire de la révolution syrienne, que la Palestine fait non seulement partie du monde arabe, mais constitue la partie principale de la "Syrie méridionale". Toutefois, les desseins expansionnistes de la République arabe syrienne ne se limitent pas à la seule "Syrie méridionale", mais visent également la "Syrie occidentale" qui comprend trois États souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies. La République arabe syrienne ne s'intéresse pas au règlement du problème des réfugiés, mais cherche simplement à utiliser les réfugiés et leur condition pour progresser dans la réalisation de ses objectifs en matière d'expansion territoriale. La République arabe syrienne n'a jamais reconnu complètement le Liban sur le plan diplomatique, car ce geste réduirait la crédibilité de sa revendication sur cette partie de la "Syrie occidentale" et elle pourrait même intervenir militairement dans ce pays s'il s'y produisait des changements qu'elle n'appréciait pas. Il est donc absurde de tenir compte des accusations de la République arabe syrienne concernant les opérations militaires de défense effectuées par Israël contre les camps de réfugiés.

46. Le représentant d'Israël fait observer que, d'après le paragraphe 65 du rapport du Commissaire général (A/10013 et Corr.1), le nombre des victimes parmi les réfugiés immatriculés et l'ampleur des dégâts causés aux installations de l'Office au Liban par les troubles qui ont eu lieu dans ce pays, et auxquels la République arabe syrienne n'est pas étrangère, dépassent de beaucoup le nombre des victimes et les dégâts entraînés par toute opération défensive menée par les forces israéliennes. En outre, les statistiques figurant dans le document en question ne portent pas sur les derniers mois au cours desquels on a enregistré dans ce pays une augmentation du nombre des victimes et des dégâts matériels.

47. Quant à l'accusation selon laquelle la contribution d'Israël à l'Office serait négligeable, M. Doron souligne que cette contribution est en fait plus importante que celle de la plupart des États arabes. Par ailleurs, chacun sait qui est à l'origine du déplacement des Palestiniens et quelles en sont les causes.

48. Le représentant d'Israël appelle l'attention de la Commission sur une déclaration que le Ministre de la défense de Syrie a prononcée devant l'Assemblée nationale de ce pays en décembre 1973, dans laquelle il décrivait la bravoure d'un soldat syrien qui avait tué 28 soldats juifs à la hache et auquel on a décerné, pour cet exploit, la Médaille de la République.



49. S'agissant du représentant de l'Irak, ce dernier a, une fois de plus, fait une déclaration totalement négative, pleine de venin et de haine. Un pays qui a commis un génocide contre les Kurdes et traité avec brutalité ses ressortissants juifs et même sa population arabe ne peut être pris au sérieux dans aucun débat sur les problèmes humanitaires.

50. Sir John RENNIE (Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), mentionnant les statistiques relatives aux réfugiés qui ont regagné leurs foyers, fait observer que son rapport (A/10013 et Corr.1), de même que celui du Secrétaire général (A/10253), ne tient compte que des personnes déplacées qui sont immatriculées auprès de l'Office. Il est certain qu'il existe d'autres réfugiés, mais l'Office ne dispose pas de renseignements sûrs à leur sujet. Le Commissaire général a toute raison de penser que les chiffres cités dans son rapport sont exacts.

51. Le PRESIDENT invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

52. M. AQL (Observateur, Organisation de libération de la Palestine) dit que l'on se demande, étant donné les nombreuses déclarations insensées qu'Israël lui-même a faites dans le passé, comment le représentant de ce pays a l'audace de prétendre que des hommes d'Etat et personnalités arabes auraient fait des déclarations qui menaceraient l'existence d'Israël. M. Aql rappelle au représentant d'Israël que Theodor Herzl a dit dans son journal dès 1897, alors que les Palestiniens musulmans et chrétiens constituaient environ 98 p. 100 de la population de ce pays, qu'il pensait à mettre au point un plan visant à expulser la population de la Palestine. Chaim Weizmann a révélé dans ses mémoires que, dès 1917, lorsque les Palestiniens musulmans et chrétiens constituaient 90 p. 100 de la population, il voulait que la Palestine soit juive comme l'Angleterre est anglaise et la France française. Golda Meir, dans une interview publiée par le *Sunday Times*, a nié l'existence des Palestiniens, et leur existence continue d'être niée par la junte militaire actuellement au pouvoir en Israël. On trouve dans le passé d'Israël d'innombrables déclarations qui nient l'existence des Palestiniens et révèlent ses visées expansionnistes non seulement sur la Palestine, mais sur la patrie arabe tout entière.

53. En ce qui concerne l'incident de Jérusalem qu'a rappelé le représentant d'Israël, l'OLP est un mouvement de libération nationale qui continuera de combattre Israël sur les plans militaire, politique, culturel et social tant que le droit à l'autodétermination du peuple de Palestine n'aura pas été rétabli. Les effusions de sang sont à déplorer en tous lieux, mais le représentant d'Israël ferait bien de se rappeler que l'intransigeance engendre l'intransigeance et que la violence engendre la violence. Tant qu'Israël fera fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le droit des Palestiniens à regagner leur patrie, leur mouvement de libération n'aura d'autre choix que de continuer le combat jusqu'à la réalisation de ses objectifs. La condition des réfugiés palestiniens et leur retour dans leur patrie sont au coeur du problème et la Commission n'a entendu du représentant d'Israël qu'une série de déclarations visant à détourner son attention du fond du problème. Malgré les injustices qu'il subit, le peuple de

Palestine a sa conception de l'avenir et aspire à l'instauration d'un Etat palestinien non sectaire dans lequel Arabes et Juifs pourront vivre ensemble sans préjugés de race ou de religion.

54. M. SIBAH (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit qu'il ne s'attendait pas à ce qu'une séance, au cours de laquelle la Commission discute de manière constructive les rapports dont elle est saisie, dégénère pour tomber à un niveau aussi bas du fait des observations insolentes du représentant d'Israël.

55. En octobre 1973, des organisations tant civiles que militaires de la République arabe syrienne sont intervenues pour libérer les territoires occupés et les débarrasser des forces israéliennes. En prétendant que la République arabe syrienne a des visées expansionnistes, le représentant d'Israël a omis de dire qu'elle a conclu un traité de défense mutuelle avec le Liban ainsi qu'avec tous les pays frères de la Ligue des Etats arabes. Dans quelque pays que ce soit, les Arabes sont un seul et même peuple. M. Sibahi fait observer qu'Israël occupe actuellement une zone cinq fois plus étendue que celle qui lui avait été attribuée en 1947 par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale portant création de l'Etat d'Israël. M. Moshe Dayan aurait déclaré que, même en temps de paix, il serait hors de question qu'Israël abandonne les hauteurs du Golan. Et l'on veut savoir qui aurait des visées expansionnistes ?

56. De nombreux changements politiques sont intervenus dans le monde depuis la création d'Israël et l'Organisation des Nations Unies a décidé de corriger son erreur initiale en reconnaissant enfin les droits légitimes du peuple palestinien. Les résolutions les plus récentes adoptées par l'Assemblée générale marquent encore plus nettement cette tendance. Il est évident qu'Israël se sent menacé par de telles décisions.

57. Enfin, il est étrange qu'à chacune des séances auxquelles les Etats arabes demandent l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, le représentant d'Israël se lève pour faire des observations impertinentes. M. Sibahi fait observer que le problème palestinien et la question plus vaste du Moyen-Orient ne pourront être réglés que sur une base juste et équitable.

58. M. DORON (Israël) préférerait, certes, que la Commission examine le rapport du Commissaire général de l'UNWRA sans se perdre en divagations. Mais, si les porte-parole arabes en profitent pour répandre des calomnies et des mensonges, la délégation israélienne est bien obligée d'y répondre. L'agression commise par les Etats arabes et leur intransigeance sont les causes de la situation actuelle, et aucune solution n'apparaîtra tant que ces Etats ne changeront pas d'état d'esprit.

59. M. AL-SAYEGH (Koweït) aimerait attirer l'attention des membres de la Commission sur un article paru dans le quotidien israélien *Hamishmar* le 28 mars 1975, où il était question d'une brochure publiée par l'aumônerie de l'état-major de l'armée israélienne. L'auteur de l'un des chapitres de cette publication officielle, rabbin attaché à l'état-major israélien, affirmait qu'à la guerre on n'était pas tenu de distinguer entre soldats et civils ennemis, et qu'on ne devait

pas, selon la loi religieuse, faire confiance à un gentil, ni oublier qu'un civil sans arme pouvait aider l'ennemi. Selon cet aumônier militaire, en temps de guerre, quand les troupes israéliennes chargeaient l'ennemi, elles avaient, en vertu de la loi religieuse, le droit et le devoir de tuer aussi les civils, même non hostiles. L'auteur de l'article faisait remarquer que l'antisémite le plus acharné ne pouvait donner une image plus mensongère de la loi religieuse juive. Après la parution de cet article dans *Hamishmar*, le chef d'état-major israélien a fait retirer la brochure de la circulation.

60. M. AL-ATIYYAH (Irak) dit que son gouvernement estime que tous les groupes ethniques nationaux ont droit à l'autodétermination et à l'autonomie et il reconnaît en conséquence l'autonomie des Kurdes. Ceux-ci vivent dans une région autonome et possèdent un conseil exécutif chargé de s'occuper de leurs affaires. Les Kurdes sont aussi représentés au gouvernement. Le nord de l'Irak, maintenant pacifié, a été le siège d'une insurrection déclenchée par un petit groupe de Kurdes qui n'était pas représentatif de l'ensemble de la population kurde. Des puissances impérialistes étrangères ont appuyé cette insurrection et l'entité sioniste a même envoyé des armes et des agents dans le nord de l'Irak pour y fomenter des troubles. La paix a été rétablie par l'armée; la paix et la stabilité qui règnent maintenant entre tous ses peuples et ses groupes ethniques est pour l'Irak un sujet de fierté. L'entité sioniste se contente de lancer des accusations contre les autres pays sans jamais répondre à la question qui lui est posée, à savoir : que faire pour les réfugiés palestiniens ? Le représentant du sionisme n'a pas besoin de citer les dirigeants et les ministres arabes; l'OLP, qui a maintes fois affirmé que la solution du problème des réfugiés palestiniens passe par la création d'un Etat démocratique de Palestine, lui fournit la réponse.

61. M. DORON (Israël) dit qu'il a pris des renseignements au sujet de la brochure dont a parlé le représentant du Koweït, et a appris que cette publication officielle n'existe pas. Le représentant du Koweït a lui-même déclaré que la brochure avait été retirée de la circulation par les autorités israéliennes. Autrement dit, si une telle brochure a jamais existé, elle a été désavouée. M. Doron pourrait, en revanche, citer de nombreuses publications officielles et les instructions données par les autorités militaires arabes elles-mêmes en ce qui concerne le traitement à réserver aux Israéliens sur le champ de bataille ou aux prisonniers de guerre israéliens — instructions qui ont été suivies par les armées arabes et sur lesquelles on n'est jamais revenu. Quant au représentant

de l'Irak, M. Doron pourrait lui faire la réponse d'un de ses coreligionnaires, le porte-parole du Gouvernement égyptien, qui, usant d'un euphémisme poli, a déclaré que les Irakiens sont connus pour l'inexactitude de leurs explications.

62. M. AL-SAYEGH (Koweït) trouve extrêmement étonnant qu'une brochure qui n'existe pas ait paru tout d'abord dans une revue israélienne appelée *Ha-olam Hazeh* le 15 mars 1974, ait ensuite été reproduite dans une autre revue israélienne *Viewpoint* en juillet 1974, et ait finalement été citée dans le journal *Hamishmar* en mars 1975. On a rarement vu brochure inexistante passer par tant d'avatars. Quand le Ministère de la défense d'Israël l'a retirée de la vente le 6 mai 1975, elle était en circulation depuis un an. Encore, ce retrait a-t-il été ordonné non pas parce qu'il y avait désaccord au sujet de son contenu, mais parce que, selon le Grand rabbin de l'armée, cette brochure traite dans l'abstrait d'une question de droit religieux sans application pratique immédiate. Cette brochure inexistante a donc existé et continue d'exister même si elle a été retirée de la circulation à cause de l'embarras qu'elle semble causer aux Israéliens.

63. M. DORON (Israël) dit qu'il n'a jamais affirmé que la brochure n'existe pas. Il a simplement déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une publication officielle. Une fois son existence portée à la connaissance des autorités compétentes, elle a été retirée. Il n'a jamais entendu dire que la presse arabe ait critiqué les consignes qui ont été données aux armées arabes de ne pas faire de prisonniers de guerre israéliens, ni que ces consignes aient été annulées.

64. M. AL-SAYEGH (Koweït) fait observer qu'il apparaît maintenant que la brochure inexistante n'est pas inexistante mais est simplement non officielle. Toutefois, le fait qu'elle ait été publiée par l'aumônerie de l'état-major israélien semble indiquer qu'il s'agit d'un document officiel.

65. M. DORON (Israël) dit qu'aussitôt que l'état-major de l'armée israélienne a eu connaissance de l'existence de ce texte il a été retiré.

66. M. AL-SAYEGH (Koweït) constate que ce document, d'abord inexistant, est devenu non officiel puis officiel mais non autorisé, et qu'enfin le voilà retiré.

67. M. DORON (Israël) répète qu'il a simplement déclaré que la brochure n'existe pas en tant que document officiel.

*La séance est levée à 13 h 30.*